



**Cour
Pénale
Internationale**

**International
Criminal
Court**

ICC-PIDS-WU-51/10_Fra

18 octobre 2010 #51

La CPI semaine après semaine



Situation en République démocratique du Congo

Dans cette situation, les quatre affaires suivantes sont en cours d'examen par les chambres concernées : *Le Procureur c. Thomas Lubanga Dyilo*, *Le Procureur c. Bosco Ntaganda*, *Le Procureur c. Germain Katanga et Mathieu Ngudjolo Chui*, et *Le Procureur c. Callixte Mbarushimana*. Les accusés Thomas Lubanga Dyilo, Germain Katanga et Mathieu Ngudjolo Chui sont actuellement détenus par la Cour. Le suspect Callixte Mbarushimana, arrêté en France le 11 octobre 2010, est actuellement détenu par les autorités françaises pendant l'examen de la requête pour sa remise à la CPI. Le suspect Bosco Ntaganda demeure en fuite. Dans l'affaire *Le Procureur c. Thomas Lubanga Dyilo*, le procès s'est ouvert le 26 janvier 2009. Le procès dans l'affaire *Le Procureur c. Germain Katanga et Mathieu Ngudjolo Chui* s'est ouvert le 24 novembre 2009.

Callixte Mbarushimana a été arrêté en France pour des crimes de guerre et crimes contre l'humanité prétendument commis dans les Kivus (République démocratique du Congo)

En vertu du mandat d'arrêt délivré sous scellés par les juges de la Cour pénale internationale (CPI) le 28 septembre 2010, les autorités françaises ont arrêté M. Callixte Mbarushimana, suspecté de crimes de guerre et de crimes contre l'humanité prétendument commis dans les Kivus, en République démocratique du Congo (RDC). Une requête de coopération pour l'arrestation et la remise du suspect à la CPI a été notifiée aux autorités françaises par le Greffier de la Cour le 30 septembre ; le suspect restera détenu par les autorités françaises pendant l'examen de cette requête, sauf décision contraire de la Chambre d'instruction. Mme Silvana Arbia, le Greffier de la CPI, a exprimé aux autorités françaises les remerciements de la Cour pour leur diligente et pleine coopération dans l'exécution du mandat d'arrêt et la remise du suspect à la Cour.



Callixte Mbarushimana © Interpol

La Chambre préliminaire I considère qu'il y a des motifs raisonnables de croire que Callixte Mbarushimana, ressortissant rwandais âgé de 47 ans, est depuis juillet 2007 le secrétaire exécutif des *Forces Démocratiques pour la Libération du Rwanda - Forces Combattantes Abacunguzi* (FDLR-FCA, ci-après FDLR) et qu'il serait pénalement responsable, au sens de l'article 25-3-d du Statut de Rome, de cinq chefs de crimes contre l'humanité (meurtres, tortures, viols, actes inhumains et persécutions) et de six chefs de crimes de guerre (attaques contre la population civile, destructions de biens, meurtres, tortures, viols et traitements inhumains).

Ces crimes auraient été commis dans le contexte d'un conflit armé qui se déroulait dans les provinces du Kivu entre le 20 janvier et le 25 février 2009, opposant les FDLR, aux Forces armées de la République Démocratique du Congo (FARDC) et aux Forces rwandaises de défense (FRD), ainsi qu'entre le 2 mars et le 31 décembre 2009, opposant les FDLR aux FARDC, parfois conjointement avec la Mission de l'Organisation des Nations Unies en République démocratique du Congo. Une série d'attaques, à la fois généralisées et systématiques, aurait été menée à grande échelle par des troupes des FDLR entre janvier et septembre 2009 contre la population civile du Nord-Kivu et du Sud-Kivu.

La Chambre considère également qu'il y a des motifs raisonnables de croire que M. Mbarushimana, en sa qualité de Secrétaire exécutif du Comité directeur des FDLR, a contribué intentionnellement et en personne à un plan commun consistant à mener des attaques contre la population civile afin de créer une « catastrophe humanitaire », et à mettre en place une campagne internationale afin d'obtenir que l'on concède un pouvoir politique aux FDLR. M. Mbarushimana est suspecté d'avoir organisé et mené cette campagne par un recours régulier aux médias locaux et internationaux.

Nouvelle arrestation de la CPI : Le dirigeant du mouvement impliqué dans des viols commis à grande échelle en RDC a été appréhendé à Paris

Communiqué de presse du Bureau du Procureur

Le 11 octobre 2010, M. Callixte Mbarushimana, dirigeant des Forces démocratiques pour la libération du Rwanda (FDLR), a été arrêté, à Paris, par les autorités françaises en exécution d'un mandat d'arrêt délivré sous scellés par la Cour pénale internationale.

Luis Moreno-Ocampo, Procureur de la CPI, a remercié la France pour avoir mené cette opération avec tact et efficacité. Il a par ailleurs qualifié l'arrestation de M. Mbarushimana d'« *avancée fondamentale dans le cadre des efforts déployés pour engager des poursuites relatives aux crimes sexuels commis à grande échelle en RDC* » où plus de 15 000 cas de violence sexuelle ont été signalés rien qu'en 2009. En août 2010 encore, les FDLR étaient impliquées dans plus de 300 viols commis dans la province du Nord-Kivu en RDC ; M. Callixte Mbarushimana continuait pourtant de nier ouvertement toute implication de son mouvement.

Cette arrestation est le résultat de près de deux ans d'enquête menée par la France, l'Allemagne, la République démocratique du Congo, le Rwanda et la CPI à propos des opérations des FDLR. « *Nous remercions les autorités françaises d'avoir exécuté le mandat d'arrêt. Nous nous félicitons également de l'excellente coopération dont ont fait preuve tous les acteurs ayant pris part à l'enquête, dont la France, l'Allemagne, la RDC et le Rwanda. Voilà un exemple concret de complémentarité positive à l'œuvre* », a déclaré le Procureur.

M. Callixte Mbarushimana est le premier haut dirigeant arrêté par la CPI pour les crimes commis à grande échelle dans les provinces du Kivu (RDC). Il doit répondre de onze chefs d'accusation de crimes contre l'humanité et de crimes de guerre comme le meurtre, le viol, la persécution à caractère sexiste et la destruction massive de biens, commis par les FDLR sur près de l'ensemble de l'année 2009.

Les FDLR – groupe qui se qualifie de « force de libération » – est l'incarnation la plus récente des groupes rebelles rwandais formés par d'anciens génocidaires qui se sont réfugiés en RDC après le génocide rwandais de 1994. Sur place, ces derniers se sont regroupés et organisés et ont lancé des attaques au Rwanda dans le but de renverser le nouveau gouvernement par la violence. Leurs activités ont contribué à déclencher deux guerres au Congo entre 1996 et 2002, qui ont fait 4 millions de victimes environ, causant le plus grand nombre de pertes parmi les populations civiles depuis la Seconde guerre mondiale. Depuis lors, les FDLR n'ont cessé de commettre des crimes atroces contre des civils.

En 2009, la direction des FDLR a décidé d'attaquer les civils des provinces du Nord et du Sud-Kivu afin de déclencher une importante catastrophe humanitaire. Les FDLR ont alors tenté d'exercer un chantage sur la communauté internationale et d'obtenir de force une forme de pouvoir politique en échange de l'arrêt des atrocités. À cause de ce chantage meurtrier, des personnes ont été tuées, violées et déplacées de force et des villages entiers ont été rasés.

« Après 16 années de violence continue, c'est peut-être l'occasion de démobiliser une fois pour toute ce groupe dirigé par d'anciens génocidaires », a ajouté le Procureur. « Il n'a plus de dirigeant. »

« C'est un grand jour pour les victimes et pour la justice. Il reste cependant encore beaucoup à faire pour briser le cercle vicieux de l'impunité en RDC. M. Callixte Mbarushimana a été placé en détention mais un autre commandant recherché par la CPI pour des crimes commis à grande échelle, Bosco Ntaganda, est toujours en liberté à Goma et ses forces sillonnent les provinces du Kivu, tuant et violant sur leur passage. Il est le prochain qui doit être appréhendé. »

Décisions adoptées entre le 11 et le 15 octobre 2010

Affaire Mbarushimana

Mandat d'arrêt à l'encontre de Callixte Mbarushimana

Décision relative à la requête du Procureur aux fins de délivrance d'un mandat d'arrêt à l'encontre de Callixte Mbarushimana

Decision on issues relating to the publicity of proceedings in the case

Rendue par la Chambre préliminaire I, le 11 octobre 2010

Situation en République centrafricaine

Dans l'affaire *Le Procureur c. Jean-Pierre Bemba Gombo*, la seule actuellement en cours d'examen dans le cadre de cette situation, la Chambre préliminaire II a, le 15 juin 2009, confirmé deux charges de crimes contre l'humanité et trois charges de crimes de guerre, et a renvoyé l'accusé pour être jugé devant une Chambre de première instance. L'ouverture du procès, initialement programmée au 14 juillet 2010, a été reportée.

Décisions adoptées entre le 11 et le 15 octobre 2010

Affaire Bemba

Redacted Decision on the "Request for the conduct of the testimony of witness CAR-OTPWWW-0108 by video-link"

Rendue par la Chambre de première instance II, le 12 octobre 2010

Order on the reasons for the classification of documents

Rendue par la Chambre d'appel, le 13 octobre 2010

Liens utiles

Les procédures se déroulant dans la salle d'audience peuvent être suivies sur le site internet de la CPI : www.icc-cpi.int

Vous pouvez également consulter le **calendrier des audiences**

Des résumés audiovisuels sont disponibles sur notre **chaîne YouTube**

Vous pouvez également suivre les activités de la Cour sur **Twitter**

Événements

Moldova devient le 114^{ème} Etat à ratifier le Statut de Rome

Le 12 octobre 2010, la République de Moldova a ratifié le Statut de Rome de la Cour pénale internationale (CPI). Le Statut entrera en vigueur pour la Moldova le 1er janvier 2011, portant à 114 le nombre total d'États parties au Statut de Rome.

La CPI salue la décision de la Moldova de rejoindre les efforts déployés par la communauté internationale afin de mettre un terme à l'impunité des auteurs des crimes les plus graves qui menacent la paix, la sécurité et le bien-être du monde.

Le Président de la CPI rencontre le Ministre des Affaires étrangères, de la Justice et de la Culture de la Principauté du Liechtenstein

Le 13 octobre 2010, le Président de la Cour pénale internationale (CPI), le juge Sang-Hyun Song a rencontré le Ministre des Affaires étrangères, de la Justice et de la Culture de la Principauté du Liechtenstein, son Excellence Aurélie Frick, au siège de la Cour à La Haye (Pays-Bas).

Accueillant Mme Frick à la Cour, le Président de la CPI a remercié le Ministre du Liechtenstein de son soutien constant et de l'assistance apportée à la Cour. Le juge Song et Mme Frick ont souligné l'importance de porter une attention continue aux questions clés telles que l'universalité, la coopération et la complémentarité au sein du système du Statut de Rome.



Le Ministre des Affaires étrangères du Liechtenstein, Mme Frick et le Président de la CPI, le juge Song © ICC-CPI 2010

Le Président de la CPI a salué à nouveau l'engagement du Liechtenstein, pris lors de la Conférence de révision du Statut de Rome de juin dernier, d'avancer vers une application entière du Statut de Rome au niveau national, « étant donné que c'est une étape cruciale pour permettre une application réussie du principe de complémentarité en pratique », a-t-il déclaré. Mme Frick a réaffirmé « son engagement personnel à s'assurer que le Liechtenstein continuera de soutenir la Cour ».

Le juge Song a également exprimé sa gratitude pour le soutien apporté par le Liechtenstein au Fonds au profit des victimes et a loué la formidable contribution du représentant permanent du Liechtenstein auprès des Nations Unies à New York, l'Ambassadeur Wenaweser, en tant que Président de l'Assemblée des Etats parties au Statut de Rome.

Au cours de sa visite de la CPI, Mme Frick a également rencontré de hauts représentants de la Cour, notamment le Procureur, le Greffier et les représentants du Fonds au profit des victimes.

Calendrier

OCTOBRE 2010						
lundi	mardi	mercredi	jeudi	vendredi	samedi	dimanche
18	19	20	21	22	23	24
25	26	27	28	29	30	31
			Discours du Président de la CPI devant l'Assemblée générale des Nations Unies.			
NOVEMBRE 2010						
lundi	mardi	mercredi	jeudi	vendredi	samedi	dimanche
1	2	3	4	5	6	7
8	9	10	11	12	13	14
15	16	17	18	19	20	21
Evénements futurs 22 novembre 2010 : Date fixée pour l'ouverture de l'audience de confirmation des charges dans l'affaire <i>Le Procureur c. Abdallah Banda Abkaer Nourain (Banda) et Saleh Mohammed Jerbo Jamus (Jerbo)</i> .						

Le calendrier est susceptible de changements de dernière minute.